

Réponse de COLT Télécommunications France (COLT) à la consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (l'Autorité) sur le marché des liaisons louées et des services de capacité pour les entreprises

1 Introduction

COLT remercie l'Autorité de lui avoir donné l'occasion de s'exprimer dans le cadre de la consultation sur le marché des liaisons louées et des services de capacité pour les entreprises.

Sur la définition des marchés et la désignation des opérateurs exerçant une influence significative, COLT souscrit à l'analyse de l'Autorité.

Sur les remèdes concernant les offres de détail, COLT pense que la suppression totale de l'homologation préalable des tarifs est prématurée vu le faible niveau de développement de la concurrence et qu'une obligation de communication préalable des tarifs s'impose comme un minimum, compte tenu de l'extrême difficulté d'obtenir des informations précises sur ces offres, vu le groupage d'offres, et compte tenu du recours fréquent à des offres sur mesure.

Sur les remèdes concernant les offres de gros, COLT propose ici des précisions qui ne remettent pas en cause les options prises par l'Autorité, mais qui, si elles n'étaient pas retenues, les videraient d'une grande partie de leur portée pratique. Il s'agit de laisser aux opérateurs alternatifs la possibilité de combiner, dans la limite de l'architecture du réseau de France Télécom, les offres (de gros) concernant le segment interurbain et celles (de gros, et le cas échéant de détail, vu que toutes les offres n'existent pas au niveau de gros, ce qui est une déficience qui doit être corrigée de manière prioritaire) concernant le segment terminal.

2 Remèdes concernant les offres de détail

En ex post¹, obtenir une information sur une offre de l'opérateur historique, c'est d'abord savoir qu'elle existe, et ensuite obtenir :

- soit une présentation technique et tarifaire,
- soit une offre sur mesure en direct,
- soit de l'information indirecte de la part d'un client qui met nos offres en concurrence avec l'offre en question.

La troisième solution est en général une information très vague, du type « FT est X% en dessous de vos prix », souvent obtenue soit quand le contrat a été perdu, soit quand il est sur le point de l'être. La politique d'accords de confidentialité que France Télécom fait signer à ses grands clients à propos de ses offres ne permet pas d'aller très loin à ce sujet.

La seconde solution (demander une cotation) est pratiquée systématiquement en l'absence de la première, mais elle est fortement consommatrice de temps tant chez France Télécom que chez ses concurrents.

¹ La mise en œuvre d'une obligation à l'opérateur dominant de publier, et de respecter, une liste de prix de détail (et de permettre aux opérateurs d'acheter les prestations techniques équivalentes sur le marché de gros), serait un moyen efficace pour atteindre une réelle transparence tarifaire.

Autant COLT est prêt à admettre que, dans le nouveau cadre réglementaire, l'Autorité ne procède pas à une homologation préalable des offres de l'opérateur dominant, autant il nous semble contre-productif pour l'ensemble du marché de dispenser France Télécom d'une obligation de publication préalable de ses offres de détail, avec un préavis de deux mois.

Il faut en effet connaître une offre si l'on veut se poser la question de sa répliquabilité. L'absence d'une obligation de publication préalable retarderait considérablement la mise en route de l'analyse de répliquabilité par les opérateurs alternatifs eux-mêmes.

3 Remèdes concernant les offres de gros

3.1 Répliquabilité

COLT souscrit à l'objectif de l'Autorité de permettre la répliquabilité par les opérateurs alternatifs, en dehors des zones desservies par leur réseau, des offres de détail de France Télécom, dans la limite d'une non-éviction des alternatifs dans les zones desservies par leur réseau. C'est l'approche que l'Autorité a adopté en demandant la répliquabilité de PackLan (devenue FT EthernetLink) par l'offre de gros CE2O. Rappelons l'approche irlandaise par laquelle une offre de détail d'Eircom est « bloquée » tant qu'il n'a pas été démontré qu'une offre de gros existe permettant aux opérateurs alternatifs de répliquer l'offre de détail d'Eircom

Toutefois le peu de succès de l'offre CE2O à ce jour illustre l'imperfection de la démarche au regard de l'objectif poursuivi². Ceci est dû au caractère beaucoup plus ouvert des choix d'architecture des réseaux Ethernet que des réseaux SDH, DSL ou ATM qui les ont précédés. En effet, en SDH, en DSL ou en ATM, l'architecture des réseaux des alternatifs était comparable à celle du réseau de France Télécom, car basée sur des équipements compatibles, voire identiques à ceux de France Télécom. Les liaisons Ethernet sur fibres optiques peuvent en revanche être implémentées selon quatre technologies différentes, toutes implémentées chez France Télécom à ce jour :

- Ethernet sur fibres dédiées³ (par exemple InterLan 1.0) ou Ethernet sur technologie ATM sur fibre dédiée (par exemple la section locale du tronc CE2O ou Ethernet Link)
- Ethernet sur technologie VPLS (par exemple MAN Ethernet sur plate-forme Atrica)
- Ethernet sur technologie SDH⁴ (par exemple VPN HD avec présentation Ethernet)
- Ethernet sur technologie ATM sur SDH (par exemple InterLAN 2.0 ou le tronçon interurbain de FT EthernetLink et de CE2O).

La première de ces technologies est réservée aux boucles locales, la seconde est d'usage mixte (boucle locale ou réseau interurbain), la troisième, la dernière étant principalement réservées aux réseaux interurbains.

Or les opérateurs alternatifs l'un par rapport à l'autre n'ont pas les mêmes besoins d'offre de gros sur le segment interurbain. COLT a en particulier fait part de ses réticences à utiliser le réseau ATM comme technologie de *backhaul* de l'Ethernet, en raison du déclin de la

² Cf annexe pour la description des fonctions non répliquées par CE2O

³ Produit que COLT a été le premier à introduire en France en 1997.

⁴ Produit que COLT a été le premier à introduire en France en 1998.

technologie ATM et de l'inefficacité de la conversion ATM-Ethernet côté COLT. COLT a en revanche demandé que les feuilles CE2O puissent être aboutées à un tronc VPN HD, ou à des LA, pourvu que celles-ci offrent une continuité de présentation VC.

Le principe proposé par COLT consisterait donc :

- A séparer les offres de gros en deux catégories :
 - Les offres relatives au segment terminal (ou feuille) d'une part,
 - Les offres relatives au segment interurbain (ou *backhaul*) d'autre part.
- A laisser aux opérateurs alternatifs le choix de :
 - **l'aboutement** d'une technologie propre au segment terminal d'une part avec une technologie propre au réseau interurbain d'autre part.
 - **l'agrégation ou non** de plusieurs segments terminaux d'une même zone par France Télécom en un point réalisant la fonction tronc, qui peut être dépendant de la technologie utilisée par France Télécom sur la feuille,
 - la **mixité** des flux transportés simultanément sur un même segment interurbain d'une technologie donnée entre des feuilles de technologies ou d'offres produit France Télécom différentes (exemple : feuilles CE2O et feuilles DSL Entreprises).
 - La fonction de **conversion** de technologie (ex. ATM vers Ethernet ou vice-versa, ou SDH vers Ethernet).

Cette proposition est tout à fait conforme aux définitions de marché, prévues par la Recommandation de la Commission, et adoptées par l'Autorité, qui distinguent fondamentalement le marché des segments terminaux et des segments troncs. Si, après l'adoption des analyses de marché, un opérateur alternatif n'aurait pas de choix autre que d'acheter une offre de gros groupant ces deux segments, un principe élémentaire de la régulation serait mis en cause.

Si France Télécom veut assurer la fonction d'aboutement entre le tronc et la feuille, c'est tant mieux. Si France Télécom ne veut pas l'assurer, COLT demande à être autorisé à co-localiser un équipement assurant cette fonction dans un bâtiment de France Télécom.

Ceci permettrait de banaliser l'usage des différentes offres de gros. Ainsi par exemple :

- l'offre de collecte ATM serait la même, qu'elle serve de *backhaul* au DSL ou aux feuilles CE2O.
- L'offre de collecte Ethernet serait la même, qu'elle serve de *backhaul* à des feuilles CE2O, MAN Ethernet, VPN HD ou à des feuilles de toute future offre produit Ethernet de France Télécom (feuilles VDSL par exemple).

En revanche, dans les sites de France Télécom où l'opérateur alternatif aurait construit sa transmission pour l'interconnexion téléphonique, pour y abouter des LPT ou pour la collecte DSL, il pourrait également l'utiliser pour abouter des feuilles CE2O ou des offres de gros de feuilles répliquant MAN Ethernet par exemple.

La question de la répliquabilité pourrait ainsi être scindée en deux : répliquabilité du segment interurbain d'une part, du segment terminal d'autre part. Ceci devrait être un principe élémentaire de l'action de l'Autorité sur les divers marchés.

Les points d'aboutement entre ces offres de tronc et ces offres de feuilles pourraient être soit les SRHD (sites des brasseurs ATM), soit les CFTSA (sites des brasseurs RTMN).

Il ne s'agit pas de demander à France Télécom de construire des réseaux sur mesure pour les opérateurs alternatifs, mais d'assembler des composants existants du réseau de France Télécom, assurant des sous-ensembles des services rendus par les offres de gros actuelles (à compléter par des offres de gros nouvelles correspondant aux technologies mises en œuvre par France Télécom à ce jour au seul bénéfice du marché de détail, comme c'est le cas pour la technologie Atrica de MAN Ethernet) pour permettre aux opérateurs alternatifs de réellement répliquer les offres de France Télécom.

3.2 Orientation vers les coûts et séparation comptable

A partir du moment où l'Autorité impose à France Télécom, en ce qui concerne ses offres de gros, une obligation de ne pas pratiquer des tarifs d'éviction, l'imposition ou non d'une obligation d'orientation vers les coûts perd de son importance. En effet, en cas de différend sur le tarif des offres de gros, l'Autorité devra de toute façon procéder à un triple test :

1. un test d'effet de ciseau (dont serait victime un opérateur alternatif acheteur d'une offre de gros) ;
2. un test d'éviction (dont serait victime un opérateur alternatif ayant construit son infrastructure propre) ;
3. un test que le tarif demandé ne soit pas en dessous des coûts de France Télécom.

Un tel triple test devrait pouvoir s'appliquer même quand le produit de détail n'est pas un produit relevant du marché 7, mais un produit construit à partir de ceux du marché 7, comme c'est le cas des IP VPN notamment.

Dans ces conditions, il convient que la comptabilité réglementaire et les obligations de séparation comptable auxquelles France Télécom sera soumise permette à l'Autorité de se faire en permanence (sans attendre l'occurrence d'une demande de règlement de différend) une idée des coûts des offres (ou des offres potentielles à bâtir sur une technologie déployée par France Télécom). C'est pourquoi il est important que l'ensemble des offres de gros et de détail des marchés 7, 13 et 14 fassent l'objet de comptes réglementaires distincts, afin que l'Autorité soit en mesure de comprendre pourquoi un débit comparable sur une technologie nouvelle mise en œuvre par France Télécom est à un prix différent du même débit délivré sur une technologie existante.

Les différences de tarification entre VPN HD et LA/LPT sont là pour montrer que, sur une même technologie, la SDH, et une même topologie, France Télécom sait :

- mettre en œuvre une électronique moins coûteuse par unité de débit
- allouer des coûts de réseau passif très inférieurs par unité de débit

et ainsi obtenir une offre non régulée à des tarifs inférieurs à son offre orientée vers les coûts.

Annexe A : Options EthernetLink non répliquables par CE2O

- 2 Classes de services : connexions data et connexions temps réel
 - Objectifs de performance par connexion (objectifs de pertes de paquets, transit et gigue)
 - Accès DSL
 - Mode Transparent point à point mono-connexion
-